

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45072 ORLÉANS Cedex 2

ORLÉANS, le 10/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORGAPHARM

Avenue du 11 Novembre 1918
45300 Pithiviers

Références : VAT20230432 – n° 414 / 2023
Code AIOT : 0010013356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement ORGAPHARM implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 17/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGAPHARM
- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010013356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est

issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1. Il est également classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 - rejets atmosphériques des sites soumis à autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Surveillance des rejets-1	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Surveillance des rejets-2	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

- Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Points de rejets-1	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
3	Points de rejets-2	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
5	Hauteur de la cheminée - site OGP1	Arrêté Ministériel du 18/01/2011, article 3.2.3	/	Sans objet
6	Traitement des fumées-1	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18-19	/	Sans objet
7	Traitement des fumées-2	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
11	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 3.2.2	/	Sans objet
12	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
13	Plan de gestion des solvants-site 1	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 3.2.6.3	/	Sans objet
14	Plan de gestion des solvants-site 2	Arrêté Préfectoral du 19/08/2008, article 2.1.3	/	Sans objet

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
10	Surveillance des rejets-3	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
15	Emissions totales de COV – site 1	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 3.2.6.5	/	Sans objet
16	COV R40 (H351) – Respect des VLE - site 1	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 3.2.5	/	Sans objet
17	Emissions diffuses de COV – sites 1 et 2	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Site OGP1 : visite des ateliers FA1, FA2, FA4 et FA5, de la zone 5 (stockage des produits neufs et résiduaux en vrac), du bâtiment 19 dédié au stockage des produits neufs et résiduaux en fûts et GRV, du local des chaudières vapeur NS20-NS36. Site OGP2 : visite des ateliers chimie 2, chimie 3, chimie 4, de la zone de stockage avancé, de l'atelier de séchage, des locaux des chaudières vapeur Babcock et Guillot 1 et 2. Les solvants neufs stockés en vrac sont acheminés vers les réacteurs dans les ateliers par un jeu de racks et de clarinette empêchant toute émission atmosphérique. Les solvants résiduaux sont acheminés de la même façon depuis les étuves vers les silos de stockage vrac. Les solvants neufs stockés en fûts ou GRV sont dépotés dans les réacteurs en mettant ces derniers sous vide et en plongeant un tuyau dans le fût ou GRV. Des dispositifs type "boa" sont placés au niveau de chaque réacteur et positionnés au-dessus de l'ouverture du fût/GRV pour aspirer les émissions diffuses. Dans chaque atelier, ces boas sont raccordés à un réseau de ventilation équipé d'un extracteur avec rejet en toiture. Dans les ateliers chimie 2 et chimie 3, les réacteurs sont équipés d'un système "quick et easy" permettant l'accès au réacteur par une ouverture réduite et donc limiter les émissions diffuses lors du remplissage. Ces mêmes réacteurs sont équipés de système clos pour le changement des poudres, pour les échantillonnage et pour les opérations de nettoyage (Système PTS).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Points de rejets-1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : (C1) L'exploitant ne possède pas une liste à jour des points de rejets atmosphériques dans le milieu naturel.
Observations : L'exploitant a fourni une liste des émissaires présents sur son site, précisant leur géolocalisation, type, équipement associé, substances susceptibles d'être émises, leur caractère diffus ou canalisé, leur hauteur, leur débit et les illustrant par une photo. Ces émissaires pourraient utilement être représentés sur un plan du site. Des modifications ont été apportées à ces émissaires depuis l'AP du 18/01/2011 (site OGP1) et l'AP du 17/02/2000 (site OGP2): sur le site OGP1, les conduits n°1 à 6 (raccordés aux ateliers FA1, FA2 et FA3) sont regroupés pour faciliter leur traitement: après passage dans une colonne de lavage, les émissions sont dirigées vers une canalisation unique vers le skid de filtres à charbon actif. Concernant le site OGP2, l'AP du 17/02/2000 cite deux émissaires, associés à l'"atelier chimie" et à l'"atelier pelliculage". Il s'avère que chaque réacteur (R1 à R10) est raccordé à une colonne d'abattage. Les points de rejet des extracteurs d'air des ateliers ainsi que les cheminées des 5 chaudières du site ne sont pas intégrés à la liste des émissaires fournie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Points de rejets-2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : (C2) Certains conduits présents sur le site n'ont pas un débouché vertical, ce qui ne permet pas une diffusion optimale des rejets.
Observations : Certains conduits présents sur le site n'ont pas un débouché vertical, ce qui ne permet pas une diffusion optimale des rejets: <ul style="list-style-type: none">• l'évent de l'atelier de séchage du bâtiment 1, situé en toiture de la zone Pharma,• les événements des réacteurs R6 et R7, situés en toiture de l'atelier chimie 3,• le conduit de rejet du skid à charbon, situé entre les ateliers FA1 et FA2. Les autres conduits ne présentent pas de configuration compromettant une bonne diffusion des émissions.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : (C3) Les canalisations en sortie des colonnes de lavage des réacteurs R1, R2, R3, R4, R6, R7, R9 et R10 (site OGP2) ne sont pas équipés de point de prélèvement d'échantillons et de points de mesure.
Observations : Visualisation de l'ensemble des points de rejet du site raccordés aux réacteurs chimiques et aux chaudières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Hauteur de la cheminée - site OGP1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/01/2011, article 3.2.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Conduit N°1: 11 m Conduit N°2: 11 m Conduit N°3: 11 m Conduit N°4: 11 m Conduit N°5: 8 m Conduit N°6: 8 m
Constats : (C4) La cheminée de rejet du skid à charbon actif présente une hauteur insuffisante et une forme non verticale ne permettant pas une diffusion optimale des émissions. L'exploitant devra justifier la bonne diffusion des rejets de cette cheminée.
Observations : Les dispositions de l'AM du 02/02/1998 relatives à la hauteur minimale des cheminées (10 m) s'appliquent aux installations dont l'arrêté d'autorisation intervient plus d'un an après la publication de cet arrêté. Les sites OGP1 et OGP2 ne sont donc pas concernés. Cependant, l'article 3.2.2 de l'AP du 18/01/2011 prescrit des hauteurs minimales pour les conduits des chaudières et pour les cheminées des ateliers FA1, FA2, FA3 et pilote. La cheminée de rejet du skid à charbon actif, exutoire final des rejets issus des ateliers FA1, FA2 et FA3, présente une hauteur de 7 m. De plus, cette cheminée n'est pas verticale, et présente une sortie dirigée vers les ateliers. Sa configuration ne permet donc pas une diffusion optimale des rejets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 18 et 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
Constats : (C5) L'exploitant ne dispose pas de registre d'entretien des installations de traitement des émissions atmosphériques.
<p>Observations : Les installations de traitement des émissions atmosphériques présentent sur le site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 colonnes de lavage dédiés aux réacteurs des ateliers FA1 et FA2, ainsi qu'une colonne de lavage dédiée aux réacteurs de l'atelier FA3 - permettant l'abattage des gaz toxiques par réaction chimique ainsi que les COV miscibles à l'eau - reliées à - un skid de 2 filtres à charbon actif montés en série permettant de traiter les effluents des réacteurs des ateliers FA1, FA2 et FA3 (le premier permettant le piégeage des COV non miscibles à l'eau, le second étant un filtre bi-couche permettant le piégeage des gaz toxiques acides et basiques), • une colonne de lavage -similaire à celles présentent sur OGP1- pour chacun des réacteurs de l'atelier chimie 2 (R1 à R4), ainsi que pour les réacteurs R6 et R7 de l'atelier chimie 3 et le réacteur R10 de l'atelier chimie 4. <p>L'exploitant indique que le contenu des colonnes d'abattage sont changées à chaque lot de production, et régénérées en interne.</p> <p>Les filtres à charbon actif sont remplacés par un prestataire extérieur, sans fréquence précise, et sans qu'aucun paramètre suivi par l'exploitant ne le justifie. L'exploitant précise cependant suivre l'augmentation de la température du filtre, indiquant que l'adsorption est efficace. Aucune maintenance n'est réalisée en interne sur cet équipement. L'exploitant indique que le dernier remplacement a eu lieu en 2021. Cette pratique est en cours d'évolution, puisque désormais le prestataire souhaite disposer d'analyses du charbon actif en place sur site avant d'organiser son remplacement. D'après l'exploitant, un prélèvement de charbon actif allait être réalisé le 28/07/23.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de registre d'entretien de ces installations de traitement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. (...).</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> « - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; « - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; (...); - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
Constats : (C6) Toutes les installations de traitement des effluents gazeux ne font pas l'objet de consignes d'exploitation.
<p>Observations : Interrogé sur la façon avec laquelle l'exploitant gère ses installations de traitement de fumées, celui-ci indique que chaque feuille de fabrication produit précise la nature de l'opération de préparation de la colonne d'abattage, ainsi que la nécessité de vérifier que l'évent du réacteur relié à la colonne d'abattage est bien ouvert avant dégazage, et la nature des gaz émis. Afin de s'assurer que ces étapes sont bien réalisées, elle doivent être visées par l'opérateur. Un exemple de feuille produit a été consulté par l'inspection.</p> <p>Cependant, il n'existe aucune consigne d'exploitation du skid de filtres à charbon actif.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des rejets-1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
Constats : (C7) L'exploitant ne dispose pas d'un programme de surveillance conforme aux arrêtés préfectoraux et ministériels régissant les activités de son site. Il devra en proposer un à l'inspection des installations classées en s'appuyant sur les substances susceptibles d'être émises par ses activités actuelles.
Observations : Le contenu de la surveillance des rejets atmosphériques du site OGP1 est précisé à l'article 3.2.2 de l'AP du 18/01/2011. Celui du site OGP2 dans l'AP du 17/02/2000. Cependant, l'exploitant indique que les paramètres indiqués ne correspondent plus forcément aux substances utilisées et produites sur les deux sites. Il indique qu'aucune mesure des rejets atmosphériques (en dehors des chaudières) n'est réalisée sur le site OGP2. Pour le site OGP1, les dernières campagnes de mesures datent de 2019 et 2020. Elles ne concernent pas tous les points de rejets du site et ne couvrent pas tous les paramètres dont la mesure est prescrite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance des rejets-2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : (C8) Absence de mesure des rejets atmosphériques autre que celles des chaudières sur le site OGP2. Absence de mesure annuelle des rejets atmosphériques sur le site OGP1 depuis 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Surveillance des rejets-3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Consultation du dernier rapport de contrôle des émissions atmosphériques du site OGP1 (intervention du 01/12/2020). Les méthodes indiquées comme ayant été mises en œuvre par le laboratoire sont celles précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence. Des remarques portant sur le contenu du rapport de la campagne de mesures sont présentées en annexe 2 .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 3.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de VLE Site 1 : art 3.2.2 AP 18/01/2011 Site 2 : art. 2 §4.3 17/02/2000 Voir annexe 1
Constats : (C9) Dépassement de la VLE en ammoniac en aval du système de traitement des rejets des ateliers FA1, FA2 et FA3 lors de la mesure du 14/11/2019.
Observations : Consultation des deux derniers rapports de mesures des émissions du site OGP1 relatifs aux interventions du 14/11/2019 et du 01/12/2020. Lors du contrôle 2019, le programme analytique complet prévu par l'AP du 18/01/2011 a été respecté, mais sur le rejet en aval du skid de filtres à charbon actif uniquement. Lors du contrôle 2020, le programme analytique prévu n'a pas été respecté, car les paramètres SO ₂ , HBr, HCl, H ₂ S et NH ₃ n'ont pas été mesurés (voir point de contrôle n°8). Les mesures indiquent un dépassement de la VLE en ammoniac en concentration (1 460 mg/Nm ³ pour une VLE à 10 mg/Nm ³) et en flux (0,933 kg/h pour une VLE à 0,01 kg/h).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : <ul style="list-style-type: none"> -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
Constats : (C10) La déclaration GEREP des émissions 2022 n'est pas cohérente avec les PGS 2022 des sites OGP1 et OGP2.
Observations : Consultation de la déclaration GEREP relative aux émissions 2022 et comparaison avec les plans de gestion des solvants (PGS) 2022 des sites OGP1 et OGP2. Les valeurs des flux I1, O1, O2, O5 et O6 renseignés dans la déclaration ne sont pas égales à la somme des valeurs de ces flux pour chaque site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan de gestion des solvants-site 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 3.2.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, PGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
Constats : (C11) Le PGS du site OGP1 doit être revu et complété, notamment sur la base de mesures récentes de la teneur en COV des flux canalisés sur le site.
<p>Observations : Consultation du PGS 2022 pour le site OGP1. Celui-ci amène les remarques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • flux I1: absence de description des hypothèses pour le calcul du flux I1 (teneur en solvants, quantité de solvants annuelle, écart des stocks entre le début et la fin de l'année), • flux I2: absence de justification de la valeur prise en compte, • flux O1: absence de justification du suivi mensuel des rejets canalisés en sortie d'étuves ventilées (flux O.1.1); pour le flux O.1.2, les mesures utilisées ne datent pas de 2022 mais de 2020, • flux O2: les calculs sont faits à partir d'une étude réalisée en 1996, qui pourrait utilement être mise à jour en fonction du rendement actuel de la STEP, • flux O4: le calcul de ce flux n'est pas utile, d'autant plus qu'il est entaché de nombreuses incertitudes. <p>Le PGS inclut bien les substances à mention de danger H351 (DCM ou Dichlorométhane et dioxane), et H360 (1-méthyl-2-pyrrolidone ou NMP et N,N-diméthylformamide ou DMF).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2008, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, PGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ce plan de gestion des solvants doit tenir compte de l'ensemble des solvants présents dans les matières premières et adjuvants utilisés ainsi que des substances à phrases de risque R45 (1-2 dichloroéthane) R61 (diméthylformamide et 1-2 diméthoxyéthane) R40 et appartenant à l'annexe III de l'AM du 02/02/98 modifié (chloroforme, formaldéhyde)
Constats : (C12) Le PGS du site OGP2 doit être revu et complété, notamment sur la base de mesures récentes de la teneur en COV des flux canalisés sur le site.
Observations : Consultation du PGS 2022 pour le site OGP2. Celui-ci amène les remarques suivantes: <ul style="list-style-type: none"> flux I1: absence de description des hypothèses pour le calcul du flux I1 (teneur en solvants, quantité de solvants annuelle, écart des stocks entre le début et la fin de l'année) ; flux O1: pour les rejets canalisés des équipements de production, les hypothèses utilisées reposent sur des mesures obsolètes datant de 2008 à 2010 pour les COV à phrase de risque, un modèle Technip ancien, et non sur des mesures d'émissions récentes aux points de rejets canalisés; le calcul du flux intègre les émissions provenant des extractions des ateliers de fabrication Chimie 2 et chimie 3, alors que selon l'article 1.6 de la circulaire du 23/12/2003 (relatives aux Installations classées. Schémas de maîtrise des émissions de composés organiques volatils), ces émissions sont considérées comme diffuses; les rejets des événements des cuves de stockage sont également des émissions diffuses (selon l'annexe 3 de l'AM du 03/10/2010), et ne doivent donc pas être intégrées à ce flux ; flux O2: les calculs sont faits à partir d'une étude réalisée en 2011, qui pourrait utilement être mise à jour en fonction du rendement actuel de la STEP. <p>Le PGS inclut bien les substances à mention de danger H350 (ex R45) (1,2-dichloroéthane ou DCE), H351 (ex R40) (DCM et chloroforme), et H360 (ex R61) (DMF et 1,2-diméthoxyéthane), ainsi que les substances visées à l'annexe III de l'AM du 02/02/98 (triéthylamine).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Emissions totales de COV – site 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 3.2.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions totales annuelles de COV sont inférieures à 5 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : D'après le PGS 2022 du site OGP1, les émissions totales de solvants en 2022 représentent 4.29% de la quantité annuelle totale de solvants utilisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : COV R40 (H351) – Respect des VLE -site 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'émission annuelle totale canalisée en substance halogénée à phrase de risque R40 (dichlorométhane) ne doit pas dépasser 1,9 tonne.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : D'après le PGS 2022 du site OGP1, l'émission canalisée de dichlorométhane (H351) est nulle sur le site OGP1 en 2022. Son émission diffuse est estimée à 280 kg.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Emissions diffuses de COV – sites 1 et 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique no 1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté. Valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels (mg C/Nm3) : 20 - (1) <i>En cas d'utilisation de techniques permettant la réutilisation du solvant récupéré, la valeur limite d'émission dans les gaz résiduels est de 150</i> Valeurs limites d'émission diffuse : 15 % de la quantité de solvant utilisé Valeurs limites d'émission totale : 15 % de la quantité de solvant utilisé
Constats : Pas d'écart constaté sur les données disponibles. Les teneurs en COV à mention de danger et en COV visés à l'annexe III de l'AM du 02/02/98 ne sont pas connues sur le site OGP2, et

celles sur le site OGP1 datent de 2020.

Observations :

Nota: cette prescription est cohérente avec celle des articles 27 et 30.25 de l'AM du 02/02/98, qui stipulent :

"Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³. En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés. Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés."

"La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 20 mg/m³. Toutefois, en cas d'utilisation d'une technique permettant la réutilisation du solvant récupéré, la valeur limite d'émission canalisée est portée à 150 mg/m³, sauf en cas d'utilisation de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée pour les installations autorisées à compter du 30 décembre 2000 et 15 % pour les installations autorisées avant le 1er janvier 2001. Les valeurs limites d'émission diffuses ne comprennent pas les solvants, vendus avec les préparations ou produits dans un récipient fermé hermétiquement."

D'après la déclaration GEREPE du site complet (OGP1 + OGP2), les émissions annuelles 2022 sont les suivantes:

- émissions diffuses: 4.5 % des solvants utilisés
- émissions totales: 5.2% des solvants utilisés.

Ces valeurs devront être mises à jour lors de la revue des PGS de chaque site et de la mise en cohérence de la déclaration GEREPE et des deux PGS.

Concernant les émissions de COV dans les gaz résiduels, l'exploitant ne dispose pas de mesures sur le site OGP2, et uniquement de mesures en aval du skid de charbon actif du site OGP1 datant de 2020: d'après le rapport de contrôle de cette campagne, la teneur en COV totaux en ce point était de 1.98 mg/Nm³ (elle était de 1.64 mg/Nm³ lors de la campagne de 2019).

Pour les COV à mention de danger et visés à l'annexe III de l'AM du 02/02/98, les concentrations mesurées sont nulles.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet